

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 24/04/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Partie nominative

VAL'HOMNIA

2020 RUE FRANCOIS MITTERRAND

—

16100 Chateaubernard (site de Boug-Charente)

Affaire suivie par : Brice POULIQUEN

Courriel : brice.pouliquen@developpement-durable.gouv.fr

Références : 2025 567 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0100042678



L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 24/04/2025 de l'établissement VAL'HOMNIA implanté 2 Rue Traversière – 16200 Bourg-Charente. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Brice POULIQUEN, Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne, SCDE 16, inspecteur de l'environnement
- David VALADE, Service Environnement Industriel, Département risques chroniques, inspecteur de l'environnement

Participant à l'inspection, hors inspection des installations classées :

M. FAURIE, directeur général, Val'Homina

Rédacteur	Vérificateur / Approbateur
L'inspecteur de l'environnement, Brice POULIQUEN 	Le responsable de la subdivision carrières, déchets, éolien de la Charente, Stéphane FAUVAUD 

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 24/04/2025 de l'établissement VAL'HOMNIA implanté 2 Rue Traversière – 16200 Bourg-Charente, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour le point de contrôle ci-dessous :

- **Règles d'implantation** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018 article : 2.1

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême le 24/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VAL'HOMNIA

2020 RUE FRANCOIS MITTERRAND

—
16100 Chateaubernard

Références : 2025 567 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0100042678

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement VAL'HOMNIA implanté 2 Rue Traversière -- 16200 Bourg-Charente. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée suite à une déclaration ICPE au titre de la rubrique 2714 et à une étude de flux thermiques des stockages de déchets démontrant l'absence d'effets létaux en dehors des limites de propriété.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VAL'HOMNIA
- 2 Rue Traversière -- 16200 Bourg-Charente
- Code AIOT : 0100042678
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le 19/03/2024 puis le 20/09/2024, la société VAL'HOMNIA à Bourg-Charente (Charente) a déclaré une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre de la rubrique 2714 (déchets non dangereux) de la nomenclature des ICPE. Cette déclaration est accompagnée d'une demande de dérogation aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 06/06/2018 relatif aux installations à déclaration au titre de la rubrique 2714.

Suite à un courrier préfectoral du 26/12/2024, des compléments ont été apportés et, plus particulièrement, une étude de flux thermiques pour évaluer les effets en cas d'incendie des stockages de déchets combustibles. Le présent rapport détaille les suites à donner à cette étude en vue de satisfaire aux dispositions de l'AMPG susmentionné.

Un courrier préfectoral du 6 mars 2025 a pris acte de l'étude de flux thermiques et des conditions à mettre en œuvre pour limiter la sortie des effets létaux de l'emprise du site.

La visite d'inspection a été réalisée notamment pour s'assurer du respect des règles d'implantation des modifications apportées aux installations suite à la déclaration ICPE 2714 et à l'étude de flux thermiques transmises pour justifier que les effets létaux sont confinés au sein de l'emprise foncière du site.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.1	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte l'essentiel des hypothèses de l'étude de flux thermiques en cas d'incendie des entreposages de déchets combustibles 2714. Ceci permet donc de confirmer qu'en cas d'incendie, les effets thermiques létaux seraient contenus sur site.

En revanche, des stockages de déchets de bois, dans le bâtiment au Sud du site et en extérieur au Sud-Est du site, n'ont pas été intégrés dans les modélisations. L'exploitant doit les évacuer prochainement sous peine d'une mise en demeure préfectorale qui serait proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.1
--

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Pour les rubriques n° 2711, 2714 et 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage en extérieur) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, avec un minimum de 20 mètres, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.

Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation de déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.

Constats :

Dans la déclaration ICPE de 2024, l'exploitant avait formulé une demande de dérogation aux dispositions prévues à l'article 2.1 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018, notamment par le fait que l'éloignement entre les entreposages de déchets non dangereux ne respecte pas la distance minimale de 20 mètres par rapport aux limites de propriété. Ce même article précise qu'il est possible de réduire cette distance d'éloignement dès lors que « l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur des limites du site ».

Ces derniers éléments faisant défaut dans la déclaration susmentionnée, un courrier préfectoral du 26 décembre 2024 a été adressé à l'exploitant demandant « une étude modélisant les effets thermiques en provenance des installations de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux du bâtiment principal et des stockages de déchets combustibles extérieurs de votre établissement. Dans le cas où cette étude démontre que des effets thermiques létaux sortent des limites de propriété, vous devrez mettre en place les mesures nécessaires pour que ces derniers soient confinés au sein de l'emprise foncière de l'établissement [par exemple, en adaptant les modalités d'entreposage des déchets] ».

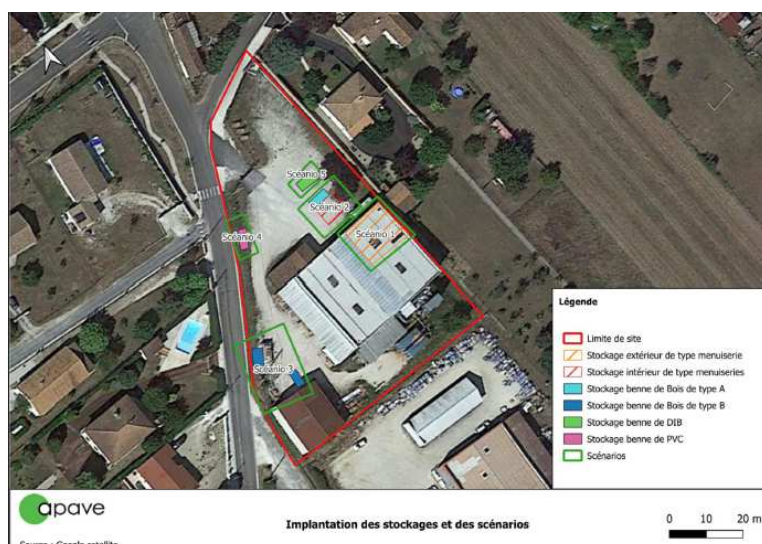
À cet effet, ladite étude a été transmise courriel du 3 mars 2025. Les modélisations des effets thermiques ont été réalisées sur l'ensemble des stockages de déchets combustibles entreposés tant en intérieur qu'en extérieur.

Après examen de cette étude par l'inspection des installations classées, la préfecture de Charente a adressé un courrier le 6 mars 2025 indiquant « qu'après adaptation de certaines conditions de stockage de déchets, les effets thermiques létaux sont bien confinés sur site et n'ont pas d'impact en dehors de l'emprise foncière de l'établissement. Je prends donc acte des modifications portées à la connaissance de l'administration et considère que les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 sont respectées dès lors que les hypothèses et les conditions de stockage des déchets, prises en compte dans l'étude des flux thermiques, sont déclinées et mises en œuvre dans le cadre de l'exploitation de votre établissement. En effet tout non-respect de ces dernières est susceptible d'induire la remise en question des conclusions de l'étude thermique susvisée. »

Lors de la présente inspection, il a été contrôlé le respect des conditions de stockage à respecter pour limiter la sortie de l'emprise foncière des SEL et SELS thermiques.

En outre, les entreposages de déchets suivants ont été inspectés :

- Stockage de bois de type A en benne,
- Stockage de DIB en benne,
- Stockage de PVC en benne,
- Stockage de bois de type B en benne,
- Stockage extérieur de bois de type fenêtre/portes vitrées,
- Stockage intérieur de bois de type fenêtre/portes vitrées.



Ces derniers sont les entreposages prévus dans l'étude de flux thermiques *supra* (voir carte ci-dessous des emplacements d'entreposage de déchets à respecter). Aucun autre entreposage n'a été constaté.

La visite terrain a permis de constater que les entreposages étaient réalisés dans les conditions de l'étude de flux thermiques (notamment emplacement des entreposages, caractéristiques de ces entreposages : hauteur, largeur et longueur). Cette conformité aux hypothèses de l'étude permet de garantir, en cas d'incendie, l'absence d'effets létaux en dehors des limites du site.

En revanche, des stockages de bois sont présents dans un bâtiment en bardage métallique au Sud du site et en extérieur au Sud-Est du site, en quantité réduite. Ces derniers n'ont pas été pris en compte dans l'étude de flux thermiques. L'exploitant a indiqué que ces stockages devaient être évacués au plus tard à la fin de l'été 2025 d'où le fait qu'ils n'ont pas été pris en compte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les conditions de stockage des déchets sur site se font, en toutes circonstances et de façon pérenne, selon les hypothèses de l'étude de flux thermiques sus-citée (îlots d'entreposage de déchets et positionnement géographique des zones d'entreposage).

Il est également demandé, sous quatre mois, que l'ensemble des déchets de bois présents dans le bâtiment au Sud du site et en extérieur au Sud-Est du site, soit évacué et que ces zones n'accueillent plus de combustibles.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté la présence d'extincteurs mobiles situés à proximité des issues dans le bâtiment principal où des opérations de séparation du verre et du bois des huisseries rebutées, sont réalisées.</p> <p>Les extincteurs étaient accessibles et ont été contrôlés en mars 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite